

Dé-islamisation et re-migration : des solutions à la Wilders – par Mandalay

écrit par Mandalay | 13 octobre 2014



✘ Dé-islamisation et re-migration.

Un peu partout en Europe, et à des niveaux très divers, depuis l'homme de la rue jusqu'au parlementaire connu apparaissent les mêmes constats et les mêmes pistes de réflexion pour trouver une issue « efficace » à la question de l'islam.

Il y a peu de temps, à la tribune du parlement des Pays-Bas, Geert Wilders (président du PVV – environ 15% de l'électorat) à proposer des mesures assez proches de celles de la charte évoquée par [Chris2A](#).

En Hollande (la vraie !), ce discours a fait du bruit avec une assez large approbation dans le public, ... et des hurlements d'indignation des élites politico-médiatico-dhimmitico bien-pensantes.

Au passage, G. Wilders avait décrit le coran comme étant une réelle « licence to kill » (permis de tuer), ce qui avait enflammé bien des esprits chagrins.

Wilders propose que les bi-nationaux, titulaires de deux passeports dont un est émis par un pays musulman signe une déclaration de renonciation à la sharia, et avec le rejet effectif des sourates/versets médinois du coran.

En cas de refus de signer cet engagement (ou son non-respect), le retrait de la nationalité néerlandaise interviendrait avec obligation de quitter le territoire.

La renonciation à la sharia implique de cantonner l'islam à la seule sphère privée.

Avec pour conséquences visibles, l'abandon de toute construction de mosquées, de locaux assimilés, de madrassa (voire même confiscation ou destruction de bâtiments existants), ... aucun port de vêtements symbolisant l'appartenance à l'islam, ... fin des produits halal (et abandon de l'abattage présenté comme rituel), etc...

La participation au djihad hors-frontières entraînerait ipso-facto la déchéance de la nationalité hollandaise, avec interdiction définitive de retour sur le territoire.

Le simple bon sens veut que toute personne voulant participer au djihad puisse quitter un pays, ... mais qu'elle ne puisse -en aucun cas- y revenir !

Vouloir les empêcher de partir est une idiotie.

Cela éviterait les absurdités que l'on connaît en Belgique, où de jeunes djihadistes sont partis en Syrie ou en Irak, et en sont revenus après quelques semaines, gravement blessés avec de très lourdes séquelles.

Résultat : les contribuables belges vont devoir payer durant des décennies des soins très lourds, très longs (souvent à vie) et très coûteux, ... alors que les « victimes » savaient sans aucune ambiguïté possible, quels étaient les risques encourus par les choix qui furent les leurs, et uniquement les leurs !

Et pour ceux revenus « sur leurs pattes » ou pas trop amochés, vouloir les aider à se ré-insérer (à nouveau, aux frais du contribuable), à se loger etc... devient une farce aussi surréaliste que pathétique.

En Norvège, aux Pays-Bas, en Belgique, ailleurs aussi, et maintenant en France apparaît l'exigence d'une réelle dé-islamisation s'accompagnant d'une re-migration de tous ceux qui ne voudront pas s'y

plier – en refusant l'intégration aux sociétés occidentales.

Puisque les politiciens et les media sont figés dans le déni de réalité, font preuve d'autisme (ou plus exactement de crétinisme incurable), il faut donc que les citoyens « ordinaires » prennent le relais.

Tant pis pour les politiciens, tant pis pour les media, ... qu'ils continuent leurs petits jeux stériles, ... nous, nous avons mieux à faire.

Nos pays, et nos enfants, ont besoin de nous.

Mandalay, responsable *Résistance républicaine* Belgique